

## Après le mépris de **TOURAIN**, les mensonges de **BUZIN**

En écho aux dernières allégations de la Ministre de la Santé et des Solidarités indiquant que les hôpitaux ne perdraient pas d'emplois et que la Fonction publique Hospitalière ne serait pas impactée par les plans de départs volontaires, la fédération Force Ouvrière des services publics et de santé tient à rappeler quelques vérités !

En premiers lieux, qu'aujourd'hui de très nombreux contrats locaux de retour à l'équilibre financier des hôpitaux sont signés sur la base de suppressions de postes d'agents. Le dernier en date est en cours de négociation à Marseille, il repose sur la suppression de plus de 1 000 emplois ! La presse, il y a quelques mois, avait publié la carte de France des suppressions de poste dans les hôpitaux ! Ce n'était pas moins de 22 000 emplois qui devaient disparaître avec les GHT et tous les contrats de retour à l'équilibre financier.

Plus que jamais les hôpitaux sont « à l'os », du fait d'une politique d'austérité qui asphyxie sciemment les hôpitaux au nom de la baisse des dépenses publiques dont l'emploi est la seule variable d'ajustement des budgets. Tous les acteurs hospitaliers le reconnaissent et le dénoncent, la Fédération Hospitalière de France en tête.

De plus, comment devons-nous interpréter la volonté affichée de la ministre de la Santé quant aux dispositions qu'elle est en train de prendre pour modifier le statut des fonctionnaires hospitaliers (article 92 à 95 du statut) afin de pouvoir les licencier ?

Si la ministre était sincère dans ses paroles, elle abandonnerait immédiatement l'idée de promulguer le décret organisant les licenciements de fonctionnaires hospitaliers et elle annulerait tous les contrats de retour à l'équilibre financier qui actent aujourd'hui encore des suppressions de postes. Elle pourrait alors se targuer et affirmer qu'il n'y aura pas de suppression de postes dans la Fonction publique Hospitalière.

Sans ces décisions qu'attendent les hospitaliers, ses propos ne sont que manipulations et mensonges.

La Fédération FO et les personnels exigent l'abrogation des articles 92 à 95 qui prévoient le recours aux licenciements dans la FPH. Ils exigent le retrait des mesures annoncées par Edouard Philippe, Gérald Darmanin et Olivier DUSSOPT qui sont toutes dirigées contre les fonctionnaires.

Enfin, ils revendiquent que les moyens budgétaires pour les hôpitaux soient renforcés afin de répondre aux besoins de la population.

Pour toutes ces raisons, ils seront en grève en en manifestation, dans l'unité la plus large, **le 22 mars prochain**.

**Le Secrétariat Fédéral**

**Paris, le 8 Février 2018**